



*République du Sénégal*

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

---

**PRIMATURE**

---

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA  
PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES  
CONTRACTANTES DU GROUPE IV**

**AU TITRE DE LA GESTION 2009**

**(RAPPORT DE REVUE POUR LE MINISTERE DE LA  
DECENTRALISATION ET DES COLLECTIVITES LOCALES)**

**MDCL**

**FEVRIER 2011**

**(Version finale )**

**GLOBAL MANAGEMENT SERVICES**

**GMS Audit & Expertise**

*Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc*

*Imm Moustapha N°207, 2<sup>ème</sup> étage à gauche*

*Tel : Bureau : 33 867 68 00 / 33 867 68 02*

*Fax : 33 867 68 01*

*Mail : gmac@orange.sn*

---

## ***SOMMAIRE***

<b>1. NOTE DE SYNTHÈSE.....</b>	<b>5</b>
<b>1.1. DEROULEMENT DE LA MISSION .....</b>	<b>5</b>
1.1.1. CADRE DE L'INTERVENTION .....	5
1.1.2. MODALITES D'INTERVENTION.....	5
1.1.2.1. Audit passation des marchés .....	6
1.1.2.2. Support informatique.....	6
<b>1.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS.....</b>	<b>6</b>
<b>1.3. CONSTAT D'AUDIT .....</b>	<b>7</b>
1.3.1 ECHANTILLON .....	7
1.3.2. CONSTATS RELATIFS A LA PASSATION ET A L'EXECUTION DES MARCHES .....	8
1.3.3. CONSTAT RELATIF A L'EXECUTION FINANCIERE .....	12
<b>1.4. RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>12</b>
1.4.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF.....	12
1.4.2. RECOMMANDATIONS SUR L'AUDIT DES MARCHES .....	13
<b>1.5. CONCLUSION.....</b>	<b>13</b>
<b>2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT .....</b>	<b>14</b>
<b>2.1. RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE.....</b>	<b>14</b>
2.1.1. CONTEXTE DE LA MISSION .....	14
2.1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION .....	15
2.1.3. TACHES ATTENDUES DU CONSULTANT .....	16
<b>2.2. METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE.....</b>	<b>18</b>
<b>2.3. DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT .....</b>	<b>19</b>
2.3.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES .....	19
2.3.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE DES MARCHES .....	20
2.3.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....	20
<b>2.4. CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT .....</b>	<b>21</b>
2.4.1. ECHANTILLON POUR L'AUDIT DES ASPECTS LIES A LA PASSATION DES MARCHES.....	21
2.4.1.1. Correction de l'échantillon initial.....	22
2.4.1.2. Description de l'échantillon d'audit .....	23
2.4.2. ECHANTILLON POUR L'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....	24
<b>3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES .....</b>	<b>24</b>
<b>3.1. RAPPEL.....</b>	<b>24</b>
3.1.1. REGLEMENTATION EN VIGUEUR .....	24
3.1.2. PROCEDURES.....	25

<b>3.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES .....</b>	<b>26</b>
3.2.1. PRESENTATION DU MDCL .....	26
3.2.2. FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF DES MARCHES DU MDCL.....	27
<b>4.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES : DRP .....</b>	<b>28</b>
<b>4.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE .....</b>	<b>35</b>
4.2.1. CONSTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DU VOLET FINANCIER .....	35
4.2.2. CONSTAT D'AUDIT SUR LE VOLET EXECUTION FINANCIERE .....	35
<b>4.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....</b>	<b>35</b>
 <b>5. RECOMMANDATIONS.....</b>	 <b>36</b>
 5.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DES MARCHES .....	 36
<b>5.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MARCHES .....</b>	<b>37</b>
5.2. 1. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX DRP .....	37
5.2.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU RENFORCEMENT DES CAPACITES DES AGENTS .....	37
DU MINISTERE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES .....	37
5.2.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU CLASSEMENT ET A L'ARCHIVAGE.....	37

## LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MDCL	Ministère de la Décentralisation et des Collectivités Locales
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-verbal
PVR	Procès-verbal de Réception
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques

## **1. NOTE DE SYNTHÈSE**

La note de synthèse ci-après résume le déroulement de la mission, son contexte et la méthodologie mise en œuvre. Elle présente également pour le Ministère de la Décentralisation et des Collectivités Locales (MDCL) les constats relevés sur l'audit du dispositif des marchés ainsi que sur la passation et l'exécution des marchés. Enfin, elle dégage les axes de recommandations formulées à l'issue de nos travaux.

### **1.1. Déroulement de la mission**

#### **1.1.1. Cadre de l'intervention**

La présente mission confiée au Cabinet GMS Audit & Expertise concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2009 par les autorités contractantes du groupe IV.

L'exercice d'audit a posteriori fait partie des mesures prioritaires de la réforme du système des marchés publics et s'entend donc comme l'un des instruments de la mise en œuvre des mesures décidées par le Gouvernement pour :

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

#### **1.1.2. Modalités d'intervention**

La mission a effectivement démarré dès la réception de l'ordre de service adressé par l'ARMP à notre Cabinet le 16 septembre 2010. Pour chaque AC, une équipe d'auditeurs composée d'un ingénieur polytechnicien spécialisé en passation de marchés, d'un expert-comptable, d'un auditeur financier et d'assistants, a travaillé sur les aspects de la passation des marchés et de leur exécution financière ainsi que sur les aspects liés à la matérialité de la dépense et l'audit de l'exécution physique.

Ces équipes ont travaillé de façon autonome sur les dossiers constitutifs de l'échantillon. L'organisation a été faite, d'une part, de façon à faire circuler l'information au sein de chaque équipe et, d'autre part, à coordonner les interventions de terrain chaque fois que cela a été nécessaire.

#### 1.1.2.1. Audit passation des marchés

En préalable à l'intervention des équipes, une session de formation avait été organisée à l'attention des auditeurs financiers afin qu'ils s'imprègnent de la méthodologie de l'audit et se familiarisent avec le Code des Marchés Publics. Cette formation a été suivie par un séminaire sur l'audit de l'exécution financière destiné aux auditeurs sous la supervision de la direction de la mission, afin d'assurer une parfaite assimilation de la méthode de travail par ceux-ci.

#### 1.1.2.2. Support informatique

Les auditeurs ont disposé d'un « masque de saisie » qui leur a permis de saisir toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés.

Dans un deuxième temps, toutes les données ont été centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente d'importants avantages pour la conduite des travaux d'audit de la passation des marchés :

- ☐ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur ;
- ☐ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ☐ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, au travers de la production de tableaux de synthèse, qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale, avec pour principaux avantages :
  - une aide à la décision/expression de l'opinion ;
  - une standardisation de la présentation des résultats ;
  - une production automatisée de statistiques.

### 1.2. Constats relatifs au dispositif des marchés publics

Les principaux constats relevés relatifs au dispositif des marchés publics du MDCL se présentent comme suit :

#### ✓ **Non justification de la mise en place de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés**

Les actes de nomination de la Commission de passation des marchés et de la Cellule de passation des Marchés pour la conduite des processus de passation des marchés conformément aux articles 35 et suivants du Code des Marchés Publics n'ont pas été mis à notre disposition malgré les lettres de demande et de relance adressées au Ministère.

Cette absence des actes ne nous a pas permis de dire si cette commission et cellule ont existé et si leur composition est conforme au Code des Marchés Publics. Cette situation découle de la mise en place du Ministère en fin d'année 2009.

✓ **Rapports périodiques non élaborés**

Corrélativement au point précédent, nous n'avons eu connaissance d'aucun rapport trimestriel de la Cellule de Passation des Marchés produit au cours de la gestion 2009, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances.

De même, le Rapport annuel sur les marchés publics 2009 que la Commission des Marchés devait établir avant la date du 31 Mars 2010, conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics, n'a pas également été mis à notre disposition. Cette situation découle également de la mise en place du Ministère en fin d'année 2009.

✓ **Plan de passation des marchés (PPM) et Avis général de passation des marchés (AGM) non établis**

Le MDCL n'a pas établi pour l'année 2009 un Plan de passation des marchés et un Avis général de passation des marchés en violation des dispositions des articles 6 et 56 du Code des Marchés Publics.

Cette situation découle aussi de la mise en place en fin d'année du Ministère 2009.

### **1.3. Constat d'audit**

#### **1.3.1 Echantillon**

L'échantillon d'audit a été bâti sur la base des propositions contenues dans les termes de référence (TDR) de la mission.

Pour s'assurer de l'exhaustivité des listes de marchés et DRP produites par l'AC, l'équipe a consulté les éléments du SIGFIP pour l'année 2009. Rappelons que ce Ministère a été créé à la fin de l'exercice 2009 et était rattaché auparavant au Ministère de l'Intérieur. Seuls deux DRP portant sur l'achat de fournitures de bureau et de consommables informatiques confiés aux ETS MADIA DIA pour un total de Cinq Millions Neuf Cent Quatre Vingt Douze Mille Quarante francs (5 992 040) F CFA ont été trouvées sur le SIGFIP.

Ce qui explique que nos travaux ont porté sur les marchés communiqués par le MDCL au titre de la gestion 2009.

Ainsi, notre équipe a travaillé sur les cinq (5) DRP communiquées par le MDCL au titre de l'exercice 2009 pour un montant de vingt sept millions six cent quatre vingt onze mille huit cent quarante huit francs (27 691 848 FCFA). Par conséquent, le taux de couverture est de 100%.

La totalité des marchés ayant trait à des prestations de services ou des achats de fournitures fongibles à consommation directe, l'audit physique a plus porté sur la matérialité et l'effectivité des réceptions .

### 1.3.2. Constats relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

- Sur les cinq (5) dossiers annoncés, seuls trois (3) ont été mis à notre disposition pour la revue et ne comportent pas tous les éléments de la procédure pouvant permettre à l'auditeur de donner un avis sur toutes les pièces : Il s'agit notamment des lettres d'invitations, des PV d'ouverture des plis, du rapport d'évaluation, de l'information des soumissionnaires non retenus.
- l'ensemble des cinq (5) DRP passé au cours de la gestion 2009 a fait l'objet d'un procès-verbal d'attribution unique en date du 18 novembre 2009.
- Les dossiers de marchés relatifs aux DRP trouvées dans le SIGFIP n'ont pas été mis à notre disposition, et concerne :

Nature dépense	N° BE	MONTANT	FOURNISSEUR
Achat de fournitures de bureau	09-317053	3 492 800	DIA MADIA « ETS MADIA »
Achat de consommables informatiques	09-317053	2 499 240	DIA MADIA « ETS MADIA »

La procédure de passation n'a donc pu être revue pour ces deux (2) marchés.

- De même, le dossier suivant contenu dans les cinq (05) DRP ayant fait l'objet d'attribution au cours de la gestion 2009 n'a pas été mis à disposition :

Nature dépense	Montant En F CFA	FOURNISSEUR
Achat de carburant	9 999 387	SHELL SENEGAL

Nous présentons ci-après les non conformités relevées :

#### ✓ Non conformités relevées sur les DRP

Les principales non-conformités relevées sont :



- La pratique de fractionnement des marchés ;
- l'absence de Publicité des DRP lancées (il n'existe pas une copie des lettres d'invitation dans les dossiers) ;
- l'absence de mention des délais accordés pour le dépôt des offres ;
- l'absence de PV d'ouverture des plis,
- l'absence du Rapport d'évaluation des offres,
- l'absence d'information aux candidats non retenus à une DRP ;
- l'absence de pièces administratives pour les candidats retenus pour justifier de leur pleine capacité juridique, technique et financière ;
- l'absence de contrat pour certaines DRP lancées ;
- l'existence de plusieurs DRP pour les achats de fournitures de bureau et de consommables informatiques.

Nous présentons ci-après un tableau récapitulatif des non-conformités relevées sur les cinq (5) DRP présentées par le MDCL :

**TABLEAU SYNOPTIQUE DES NON – CONFORMITES RELEVÉES POUR LE MDCL CONCERNANT LES DRP**

	N° et titre du marché				
	Shell Sénégal	Fournisseur TULIPE	Fournisseur TULIPE	CONTRAT AGIF 17/11/ 09	CONTRATGARAGE IBRA GUEYE 17/11/ 09
MONTANT DU MARCHÉ	9 999 387 FCFA	3 801 901 FCFA	2 893 360 FCFA	2 997 200 FCFA	8 000 000 FCFA
NATURE DU MARCHÉ	ACHAT DE CARBURANT	FOURNITURES DE BUREAU	CONSOMMABLES INFORMATIQUES	ENTRETIEN ET MAINTENANCE MATÉRIELS INFORMATIQUES	ENTRETIEN ET REPARATION VÉHICULES
la DRP n'est pas inscrite au PPM (bonne pratique)	✓	✓	✓	✓	✓
La DRP n'a pas fait l'objet de publicité spécifique	✓	✓	✓	✓	✓
L'examen des DRP révèle des pratiques de fractionnement		✓	✓		
Le délai accordé pour le dépôt des offres n'est pas conforme	✓	✓	✓	✓	✓
La liste restreinte n'est pas composée d'au moins (5) candidats					
Les noms et adresses des candidats présélectionnés ne figurent pas sur la lettre d'invitation	✓	✓	✓	✓	✓
les candidats présélectionnés n'ont pas effectivement réceptionnés la lettre d'invitation (cahier de transmission, accusé de réception, etc).	✓				
Les offres ne comportent pas le nom des candidats et le montant proposé	✓				
Les dossiers d'appel d'offres ne sont pas intégralement archivés	✓				
Le marché n'a pas été attribué à l'offre conforme la moins disante					
La DRP n'a pas fait l'objet de contrat ou de bon de commande	✓	✓	✓	Contrat daté (17/11/09) avant	Contrat daté (17/11/09) avant

				l'attribution (18/11/09)	l'attribution (18/11/09)
Absence de PV d'ouverture des plis	✓	✓	✓	✓	✓
Absence du Rapport d'évaluation					
Absence de PV d'attribution					
les candidats non retenus n'ont pas été informés	✓	✓	✓	✓	✓
la procédure de passation a fait l'objet de recours					
l'exécution a fait l'objet de litiges					
les fournitures, travaux ou prestations intellectuelles (production de rapport) objet de la DRP n'ont pas été effectivement réceptionnés ?	✓				

### 1.3.3. Constat relatif à l'exécution financière

Les contrôles effectués sur l'exécution financière des marchés font état des points suivants :

- ✓ Nous n'avons reçu aucune information sur l'exécution du marché relatif au carburant et confié à SHELL SENEGAL pour un montant de Neuf Millions Neuf Cent Quatre Vingt Dix Neuf Mille Trois Cent Quatre Vingt Sept (9 999 387) F CFA.

En l'absence de dossier sur ce marché, nous n'avons pu apprécier l'existence ou non de bon d'engagement et de titre de créance sur ce marché ni apprécier la fourniture effective du carburant par des bons de réception ou de PV de réception.

- ✓ Les marchés au nom des ETS MADIA DIA pour la fourniture de matériels de bureau et de consommables informatiques exécutés au titre de la gestion 2009 pour Cinq Millions Neuf Cent Quatre Vingt Douze Mille Quarante (5 992 040) F CFA au niveau du SIGFIP n'ont pas été revus pour apprécier le respect des conditions d'exécution en l'absence de dossier.

### 1.4. Recommandations

A la suite des constats relevés, les recommandations suivantes peuvent être formulées :

#### 1.4.1. Recommandations sur le dispositif

Nos recommandations portent sur :

- ✓ la mise en place de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés ;
- ✓ la déclaration de prise de connaissance de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics que les titulaires et suppléants de la Commission et de la Cellule doivent signer ;
- ✓ la préparation des rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés doit établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances ;
- ✓ l'élaboration chaque année d'un Plan de passation des marchés et d'un Avis général de passation des marchés conformément aux dispositions du CMP ;
- ✓ la correcte tenue des dossiers de marché ;

#### 1.4.2. Recommandations sur l'audit des Marchés

Les recommandations sur l'audit des marchés se présentent comme suit :

- Etablir et archiver les lettres d'invitation aux candidats présélectionnés ;
- Archiver les offres des soumissionnaires ;
- Etablir des PV d'ouverture des offres des soumissionnaires ;
- Informer les candidats non retenus dans le cadre des DRP ;
- Exiger les pièces administratives pour les adjudicataires ;
- Eviter le fractionnement des marchés d'achats de fournitures de bureau et de consommables informatiques ;
- Conclure les DRP par un contrat écrit conformément à l'article 77 du CMP ;
- Tenir à disposition et de façon complète l'ensemble des dossiers de marchés passés au titre d'une gestion ;
- Justifier le niveau d'exécution financière de marché dans les dossiers de marché.

#### 1.5. Conclusion

A notre avis, du fait des points évoqués aux paragraphes 1.2 et 1.3 ci-avant, le MDCL s'est conformé de façon insuffisante pour la gestion 2009, aux dispositions et procédures de passation et d'exécution des marchés édictées par le Décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics.

## 2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

### 2.1. Rappel des termes de référence

#### 2.1.1. Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les Directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'Autorité Administrative Indépendante (AAI), distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, Autorité Administrative Indépendante (AAI) dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, **à la fin de chaque gestion budgétaire**, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2009 par les autorités contractantes.

La revue effectuée par le Cabinet GMS Audit & Expertise conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international a comporté les sondages et autres procédés de vérification nécessaires et pertinents. Ces normes requièrent la mise en œuvre de

diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives.

Cet audit a également consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés et de suivi des contrats.

Nous estimons que les contrôles effectués fournissent une base raisonnable aux constats et recommandations formulées dans le présent rapport.

### 2.1.2. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- ✓ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- ✓ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP ;
- ✓ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ✓ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- ✓ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;

- ✓ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette Direction ;
- ✓ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✓ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue, d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés par entente directe par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés par entente directe non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✓ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ✓ formuler des recommandations pour le futur.

#### 2.1.3. Tâches attendues du consultant

D'une manière générale, l'audit concerne les aspects suivants : la passation des marchés, l'exécution financière et l'exécution technique.

Plus particulièrement, l'auditeur indépendant est appelé à :

- ✓ vérifier, au sein des autorités contractantes (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés soumis à l'application du CMP), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle que soit la source de financement ( des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales),
- ✓ formuler des recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.

A cet égard, il devra notamment :

- a) en début de mission, sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon devra être composé comme suit :



- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Pour chacune des deux (02) premières catégories de marchés ci-dessus, le consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

b) vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon :

- publicité préalable,
- dossier de consultation,
- validité de la méthode de passation choisie,
- couverture budgétaire,
- rapports d'évaluation des offres,
- traitement des plaintes,
- délais de passation,
- délais de publication des attributions,
- contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés,
- délais des paiements,
- respect des délais d'exécution,
- respect des procédures de réception, etc. ;

A chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;

c) examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que :

- l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés,
- l'attribution aux moins disants qualifiés,
- le non fractionnement de marchés,
- les conditions préalables de mise en concurrence,

- éventuellement, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats,
  - l'approbation des marchés par les autorités compétentes,
  - les éléments constitutifs des cahiers des charges,
  - les seuils des avenants,
  - le respect des délais d'exécution,
  - les cas de résiliation, etc. ;
- d) établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e) analyser l'organisation en général des structures (ressources humaines, procédures, système de suivi et de contrôle, etc.) intervenant dans le processus de passation et d'exécution des marchés en particulier et diagnostic approfondi des Cellules et Commissions des marchés ;
- f) faire des vérifications sur :
- l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires ;
  - la production des cautions d'avance de démarrage et des cautions de bonne exécution ;
  - l'émission des ordres de service s'agissant des travaux ;
  - la réception par les commissions ad-hoc des travaux et fournitures ;
  - la mise à jour du manuel des procédures de marchés et DRP s'agissant des Etablissements Publics et des Agences ;
  - la tenue des registres de marchés cotés et paraphés, mis à jour ;
  - l'application des pénalités de retard prévues ;
- g) examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- h) formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP;
- i) en fin de mission, assurer une formation de deux (2) jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice de cinq (5) experts de l'ARMP et cinq (5) experts de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites Institutions;

Le consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

## **2.2. Méthodologie de mise en œuvre**

Selon les termes de référence, l'objet principal de la mission consiste à vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés publics. Nous considérons que la méthodologie devrait être basée d'une part, sur la réglementation en vigueur au Sénégal pour la période

sous revue (rappelée au chapitre 3.1.1.) et, d'autre part, sur les différentes étapes de la passation des marchés (la définition des prestations, la mise en concurrence, la conclusion du contrat) et de leur exécution.

Sur cette base, la méthodologie retenue par le Cabinet est la suivante :

- Prise de contact avec les AC et collecte des documents nécessaires pour réaliser la mission;
- Contrôle de l'exhaustivité des marchés;
- Echantillonnage des marchés ;
- Contrôle des marchés échantillonnés et documentation des travaux ;
- Audit physique des marchés échantillonnés ;
- Rédaction des rapports provisoires et restitution à l'AC;
- Transmission des rapports provisoires aux AC pour observations ;
- Transmission des rapports provisoires à l'ARMP pour validation ;
- Rédaction des rapports définitifs avec les observations de l'AC.

## **2.3. Description des travaux d'audit**

### **2.3.1. Audit de la passation des marchés**

- **Prise de connaissance**

Une lettre a été envoyée à la date du 23 septembre 2010 au MDCL pour obtenir des statistiques sur les marchés passés en 2009 et demander une date de rencontre pour démarrer la mission. Le Ministère a répondu à cette lettre en nous transmettant les statistiques demandées. Ainsi, l'AC a mis à notre disposition la liste des marchés pour 2009 concernant la Direction de l'Appui au Développement Local, la Direction de la Formation et de la Communication et la Direction de la Décentralisation.

Une réunion de démarrage de la mission a ensuite été organisée avec l'Autorité Contractante.

- **Contrôle de l'exhaustivité des marchés**

Des contrôles ont été effectués au niveau du MDCL pour nous assurer de l'exhaustivité des marchés qui nous ont été communiqués.

Ainsi, un recensement des marchés a été effectué et une validation faite par des rapprochements avec les données du SIGFIP.

Cependant, compte tenu du fait que ce Ministère n'a été autonome qu'au courant du dernier trimestre 2009 et qu'auparavant il dépendait du Ministère de l'Intérieur, nous nous sommes confrontés à quelques difficultés sur la recherche de l'exhaustivité dans la mesure où l'information du SIGFIP au nom du MDCL était parcellaire.

Par conséquent, nous avons pris exhaustivement les informations communiquées et les informations disponibles sur le SIGFIP.

- **Contrôle des marchés échantillonnés et documentation des travaux**

Les contrôles des marchés échantillonnés ont porté notamment sur les différents aspects de la procédure de passation des marchés décrits dans les termes de référence de la mission sur la base des outils fournis par l'ARMP.

#### 2.3.2. Audit de l'exécution financière des marchés

Les travaux d'audit relatifs à l'exécution financière des marchés du MDCL visent à vérifier le respect des procédures relatives à, d'une part, l'engagement, le contrôle et la certification du service fait et, d'autre part, la liquidation et le paiement des dépenses, afin de s'assurer que les règlements émis sont justifiés et que les fonds alloués ont été utilisés aux seules fins prévues.

Nous avons donc sollicité directement auprès de MDCL les dossiers de paiement instruits par les services compétents du Ministère.

#### 2.3.3. Audit de l'exécution physique des marchés

Le contrôle physique porte pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants, sans que cette énumération ne soit limitative :

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception, de la livraison des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justifications technique et financière des avenants et ordres de services signés.

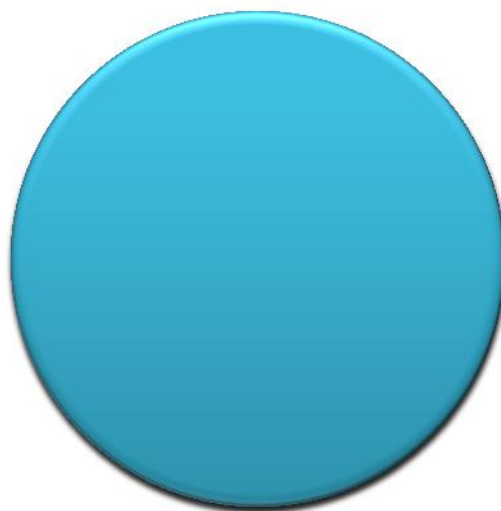
## 2.4. Constitution de l'échantillon d'audit

### 2.4.1. Echantillon pour l'audit des aspects liés à la passation des marchés

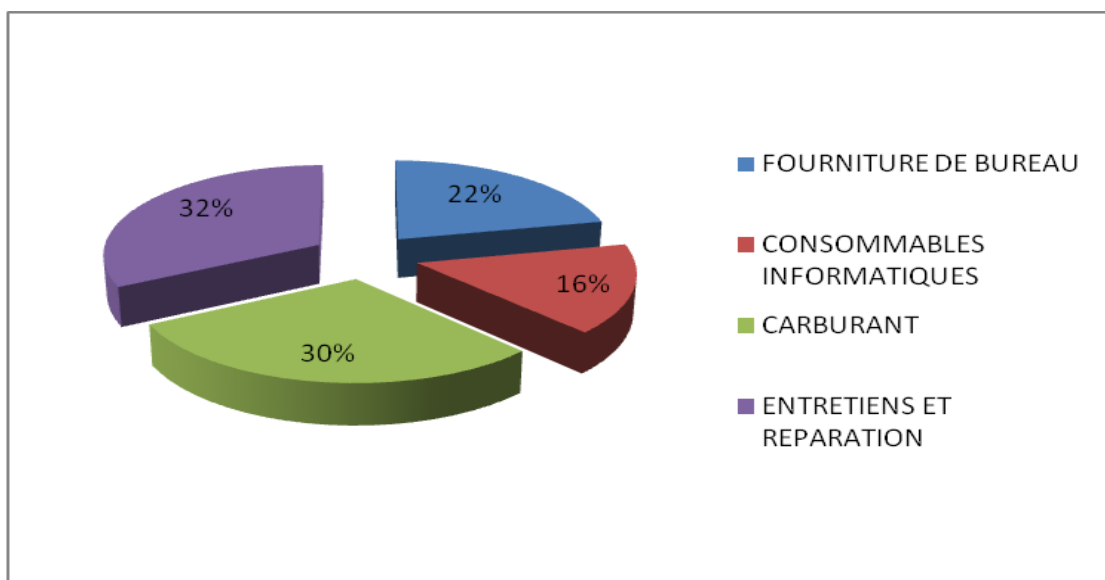
Nous présentons ci-dessous les statistiques sur les marchés transmises par le MDCL qui constitue l'échantillon d'audit initial :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2009	
	Nombre	Montant (en F CFA)
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	-	-
Appel d'offre Restreint (AOR)	-	-
Prestation Intellectuelle (PI)	-	-
Demande de Renseignements et des Prix(DRP)	05	27 691 808
Entente Directe (ED)	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>05</b>	<b>27 691 808</b>

## COMPOSITION DE L'ECHANTILLON



## REPARTITION DE L'ECHANTILLON



## 2.4.1.1. Correction de l'échantillon initial

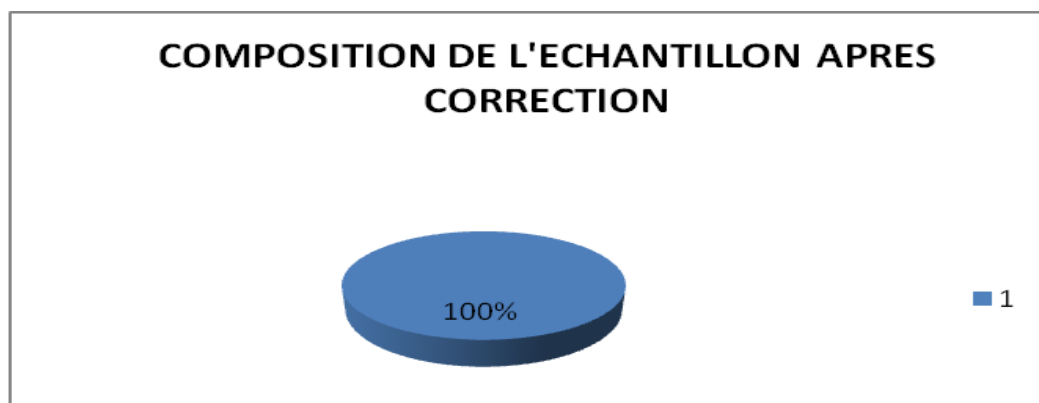
Comme indiqué dans notre méthodologie, nous avons effectué des travaux sur le SIGFIP concernant l'exhaustivité des marchés transmis. Ces contrôles ont permis de relever deux (2) marchés par DRP pour une valeur de Cinq Millions Neuf Cent Quatre Vingt Dix Neuf Mille Quarante (5 992 040) F CFA non transmis. Ces corrections ont donc été opérées sur la liste des marchés reçue du Ministère.

Le tableau ci-après présente les marchés concernés :

Nature dépense	N° BE	MONTANT en F CFA	FOURNISSEUR
Achat de fournitures de bureau	09-317053	3 492 800	DIA MADIA « ETS MADIA »
Achat de consommables informatiques	09-317053	2 499 240	DIA MADIA « ETS MADIA »
		<b>5 992 040</b>	

#### 2.4.1.2. Description de l'échantillon d'audit

Il a été fait conformément aux termes de référence de la mission. Les travaux du Cabinet ont porté sur la sélection et la validation d'un échantillon de marchés représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés. Pour le MDCL, notre échantillon porte sur les cinq (5) DRP corrigés par les acquisitions de cinq millions neuf cent quatre vingt douze mille quarante francs (5 992 040 F CFA) non répertoriées sur la liste transmise.



Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés déclarés au titre de la gestion 2009		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant En FCFA	Nombre	Montant En FCFA	Nombre	Pourcentage
Appel d'offres ouvert (AOO)						
Appel d'offres restreint(AOR)						
Prestations intellectuelles (PI)						
Demande de Renseignements et de Prix(DRP)	7	33 683 848	7	33 683 848	100%	100%
Entente directe (ED)						
<b>TOTAL</b>	<b>7</b>	<b>33 683 848</b>	<b>7</b>	<b>33 683 848</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

#### 2.4.2. Echantillon pour l'audit de l'exécution physique des marchés

L'échantillon retenu pour l'audit technique porte sur la vérification physique des livraisons de fournitures de bureau et de consommables informatiques et des consommations qui en ont été faite à travers la comptabilité matières.

### **3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES**

#### **3.1. Rappel**

##### 3.1.1. Réglementation en vigueur

Nous avons effectué une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés à savoir :

- Directive n° 4/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- Directive n° 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- Loi n°2006 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi n° 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Décret n°2003-101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- Décret n° 2005 - 576 du 22 juin 2005 portant Charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- Décret n° 2007 - 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics modifié ;
- Décret n° 2007 - 546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- Décret n° 2007 - 547 du 25 avril 2007 portant création de la DCMP ;
- Arrêté du Premier Ministre n° 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté n° 092 286 du 3 octobre 2007 du MEF portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- Arrêté n° 11 583 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;



- Arrêté n° 11 584 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11 585 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- Arrêté n° 11 586 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux CPM et CM ;
- Arrêté n° 11 587 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 45 e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- Arrêté n° 11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du CMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- Circulaire du Premier Ministre n° 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre n° 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes.

### 3.1.2. Procédures

Le tableau ci-dessous rappelle les seuils applicables pour les différentes étapes de la procédure de passation des marchés.

#### Rappel des seuils applicables au MDCL en vertu de l'arrêté n° 11 580 du 28 décembre 2007

Type de Marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
<b>Fournitures</b>	15 000 000	150 000 000	40 000 000	400 000 000
<b>Travaux</b>	25 000 000	250 000 000	100 000 000	800 000 000
<b>Prestations Intellectuelles</b>	25 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000
<b>Services</b>	15 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000

### **3.2. Constats relatifs au dispositif des marchés**

#### **3.2.1. Présentation du MDCL**

La création du Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales, en détachant les questions relevant de la décentralisation et du développement local, auparavant suivies par le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, constitue une nouvelle avancée dans la mise en œuvre de la politique de décentralisation, dont les nombreux acquis à consolider contribuent à l'accélération du développement économique et social de notre pays.

Elle constitue, par ailleurs, une réponse pertinente à l'exigence de consolidation de la politique de décentralisation et de développement local.

Le Décret n°2009-206 du 11 mars 2009 fixe la structuration du Ministère par :

- ✓ la création d'un Secrétariat général pour une meilleure coordination des services et, partant, d'assurer la continuité et le suivi de l'exécution de la politique de décentralisation, et ce, pour prendre en compte le nécessaire respect des principes d'organisation des structures administratives ;
- ✓ le renforcement de la place de la Direction de la Formation et de la Communication qui devient la structure centrale chargée de la définition et de la mise en œuvre des stratégies de formation, de documentation et d'information des acteurs de la décentralisation.

Le Ministère de la Décentralisation et des Collectivités Locales comprend, outre le Cabinet du Ministre et les services qui lui sont rattachés :

- ✓ le Secrétariat Général ;
- ✓ le Centre national de l'Etat civil ;
- ✓ la Direction des Collectivités locales ;
- ✓ la Direction d'Appui au Développement local ;
- ✓ la Direction de la Décentralisation ;
- ✓ la Direction de la Formation et du Renforcement des Capacités ;
- ✓ la Direction de l'Administration générale et de l'Equipeement.

Les directeurs sont nommés parmi les fonctionnaires de la hiérarchie A ou assimilés.

Les services rattachés au Cabinet sont :

- ✓ l'Inspection des Affaires Administratives et Financières ;
- ✓ l'Inspection de l'Administration locale ;
- ✓ la Cellule de coordination, de planification, d'évaluation technique et de suivi des projets et programmes ;

✓ la Cellule de communication.

Les chefs de service sont nommés parmi les fonctionnaires de la hiérarchie A et B ou assimilés.

### 3.2.2. Fonctionnement du dispositif des marchés du MDCL

Dans le cadre de la mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité du MDCL à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des Marchés Publics.

Sous ce rapport, nous avons vérifié l'existence d'un Plan de Passation des Marchés et sa conformité avec les instructions de la DCMP en la matière. Sur ce point, nous notons l'absence de PPM pour les acquisitions de l'exercice 2009 du MDCL.

Par ailleurs, nous avons vérifié le respect par le MDCL des instructions du CMP et des dispositions de l'arrêté n°11 586 du MEF pris en application de l'article 35 du CMP relatif à la publication de l'Avis Général de Passation des Marchés. Nous avons constaté que le MDCL n'a pas fait de publication d'AGPM pour l'année 2009.

Les instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des dossiers de passation des marchés ne sont pas respectées.

Les rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés devait établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances, n'ont pas été produits au cours de la gestion 2009.

Enfin, le rapport annuel sur les marchés publics 2009 que la Commission des Marchés devait établir avant la date du 31 Mars 2010, conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics, n'a pas également été produit.

## 4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

### 4.1. Audit de la passation des marchés : DRP

Ces constats portent sur les sept (7) DRP passés par le MDCL pour l'exercice 2009. Les tableaux qui suivent présentent les sept (7) conclusions du Cabinet sur chaque DRP :

DRP 1	
<b>Objet</b>	<b>ENTRETIEN ET REPARATIONS DE VEHICULES</b>
Date d'invitation	16/11/2009
Date de dépôt des offres	18/11/2009
Attributaire	GARAGE IBRA GUEYE
Date du bon de commande	Pas de BC
Date du contrat de vente	17/11/2009
Montant du marché	8 000 000 FCFA TTC
Date de réception	30/11/2009
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Délai de dépôt des offres offert aux candidats très court deux (2) jours pour déposer une offre.</li> <li>- Date de signature du contrat de marché antérieure à la date limite de dépôt des offres et donc de l'attribution ;</li> <li>- Les offres n'ont pas fait l'objet d'ouverture en séance publique et le PV d'ouverture des offres n'a pas été établi par la société en violation de l'article 77 du Décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 ;</li> <li>- Absence d'information aux candidats non retenus dans le dossier ;</li> <li>- Un bon de commande ni ordre de service n'été établi pour le démarrage de ce marché et ainsi apprécier le respect des délais et le calcul des éventuels intérêts de retard.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter un délai raisonnable pour permettre aux candidats de présenter des offres ;</li> <li>- Se conformer aux dispositions de l'article 77 du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics, de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 et procéder à l'ouverture publique des offres ;</li> <li>- Informer les candidats non retenus de la décision pour leur permettre d'user de leur droit de recours en cas de contestation ;</li> <li>- Dresser un bon de commande ou un ordre de service au</li> </ul>

	démarrage de chaque marché.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>DRP 2</b>	
<b>Objet</b>	<b>Entretien et maintenance matériels informatiques</b>
Date d'invitation	16/11/2009
Date de dépôt des offres	18/11/2009
Attributaire	GROUPE AGIF INFORMATIQUE
Date du bon de commande	Pas de BC
Date du contrat	17/11/2009
Montant du marché	<b>2 997 200 F CFA TTC</b>
Date de réception	08/12/2009
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Délai de dépôt des offres offert aux candidats très court (2 )jours pour déposer une offre ;</li> <li>- Date de signature du contrat de marché antérieure à la date limite de dépôt des offres et donc de l'attribution ;</li> <li>- Les offres n'ont pas fait l'objet d'ouverture en séance publique et le PV d'ouverture des offres n'a pas été établi par la société en violation de l'article 77 du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés publics et de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 ;</li> <li>- Absence d'information aux candidats non retenus dans le dossier ;</li> <li>- En l'absence d'ordre de service, il est impossible d'apprécier le respect des délais et le calcul des éventuels intérêts de retard.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter un délai raisonnable pour permettre aux candidats de présenter des offres ;</li> <li>- Se conformer aux dispositions de l'article 77 du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 et procéder à l'ouverture public des offres ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Informer les candidats non retenus de la décision pour leur permettre d'user de leur droit de recours en cas de contestation ;</li> <li>- Dresser un bon de commande ou un ordre de service au démarrage de chaque marché.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciations du cabinet</b>	

<b>DRP 3</b>	
<b>Objet</b>	<b>Achat de fournitures de bureau</b>
Date d'invitation	16/11/2009
Date de dépôt des offres	18/11/2009
Attributaire	TILUPE SUARL
Date du bon de commande	Pas de BC
Date du contrat	Pas de contrat pour ce marché
Montant du marché	<b>3 801 901 FCFA TTC</b>
Date de réception	03/12/2009
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Délai de dépôt des offres offert aux candidats très court deux (2) jours pour déposer une offre ;</li> <li>- Pas de contrat écrit en violation de l'article 77 du Décret n° 2007-545 du 25 avril 2007</li> <li>- Les offres n'ont pas fait l'objet d'ouverture en séance publique et le PV d'ouverture des offres n'a pas été établi par la société en violation de l'article 77 du Décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés publics et de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 ;</li> <li>- Absence d'information aux candidats non retenus dans le dossier ;</li> <li>- En l'absence d'ordre de service, il est impossible d'apprécier le respect des délais et le calcul des éventuels intérêts de retard.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter un délai raisonnable pour permettre aux candidats de présenter des offres ;</li> <li>- Se conformer aux dispositions de l'article 77 du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 et procéder à</li> </ul>

	l'ouverture publique des offres et à rédiger des contrats sous forme écrite ; - Informer les candidats non retenus de la décision pour leur permettre d'user de leur droit de recours en cas de contestation ; - Dresser un bon de commande ou un ordre de service au démarrage de chaque marché.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciations du cabinet</b>	

<b>DRP4</b>	
<b>Objet</b>	<b>Achat de consommables informatiques</b>
Date d'invitation	16/11/2009
Date de dépôt des offres	18/11/2009
Attributaire	TILUPE SUARL
Date du bon de commande	Pas de BC
Date du contrat	Pas de contrat pour ce marché
Montant du marché	<b>2 893 360 FCFA TTC</b>
Date de réception	03/12/2009
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Délai de dépôt des offres offert aux candidats très court deux (2) jours pour déposer une offre ;</li> <li>- Pas de contrat écrit en violation de l'article 77 du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 ;</li> <li>- Les offres n'ont pas fait l'objet d'ouverture en séance publique et le PV d'ouverture des offres n'a pas été établi par la société en violation de l'article 77 du Décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés publics et de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 ;</li> <li>- Absence d'information aux candidats non retenus dans le dossier ;</li> <li>- En l'absence d'ordre de service, il est impossible d'apprécier le respect des délais et le calcul des éventuels intérêts de retard.</li> </ul>

<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter un délai raisonnable pour permettre aux candidats de présenter des offres ;</li> <li>- Se conformer aux dispositions de l'article 77 du Décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 et procéder à l'ouverture public des offres et à rédiger des contrats sous forme écrite ;</li> <li>- Informer les candidats non retenus de la décision pour leur permettre d'user de leur droit de recours en cas de contestation ;</li> <li>- Dresser un bon de commande ou un ordre de service au démarrage de chaque marché.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciations du cabinet</b>	

<b>DRP5</b>	
<b>Objet</b>	<b>Achat de fournitures de bureau</b>
Date d'invitation	Pas disponible
Date de dépôt des offres	Pas disponible
Attributaire	ETS MADIA BA
Date du bon de commande	Pas de BC
Date du contrat	Pas de contrat pour ce marché
Montant du marché	<b>3 492 800 FCFA TTC</b>
Date de réception	Pas d'information
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nous n'avons pas obtenu le dossier de ce marché relevé au niveau du SIGFIP et n'avons donc pu apprécier le déroulement de la procédure de passation ;</li> <li>- Nous n'avons non plus pas obtenu de la Cour des comptes les dossiers de paiement effectués.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre à disposition le dossier relatif à cette DRP.</li> </ul>



<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciations du cabinet</b>	

<b>DRP6</b>	
<b>Objet</b>	<b>Achat de consommables informatiques</b>
Date d'invitation	Pas disponible
Date de dépôt des offres	Pas disponible
Attributaire	ETS MADIA BA
Date du bon de commande	Pas de BC
Date du contrat	Pas de contrat de marché
Montant du marché	<b>2 499 240 FCFA TTC</b>
Date de réception	Pas d'information
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nous n'avons pas obtenu le dossier de ce marché relevé au niveau du SIGFIP et n'avons donc pu apprécier le déroulement de la procédure de passation ;</li> <li>- Nous n'avons pas également obtenu les dossiers de paiement.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre à disposition le dossier relatif à cette DRP.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciations du Cabinet</b>	

DRP7	
<b>Objet</b>	<b>Achat de Carburant</b>
Date d'invitation	Pas disponible
Date de dépôt des offres	Pas disponible
Attributaire	SHELL SENEGAL
Date du bon de commande	Pas de BC
Date du contrat	Pas de contrat pour ce marché
Montant du marché	<b>9 999 387 FCFA TTC</b>
Date de réception	Pas d'information
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nous n'avons pas obtenu le dossier de ce marché figurant dans la liste des marchés transmis par le MDCL et n'avons donc pu apprécier le déroulement de la procédure de passation ;</li> <li>- Nous n'avons également obtenu les dossiers de paiement effectués.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre à disposition le dossier relatif à cette DRP.</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciations du cabinet</b>	

## **4.2. Audit de l'exécution financière**

### **4.2.1. Constats des travaux d'audit du volet financier**

Les travaux ont été réalisés au niveau du MDCL pour nous assurer de :

- l'inscription de la dépense dans le budget de l'Etat ;
- l'existence d'un Bon d'engagement ;
- l'existence d'un bon de livraison ou de PV de réception signé par les personnes habilitées ;
- la pratique de prix normaux ;
- la conformité du contrat et de son enregistrement ;
- la justification de la dépense ;
- la conformité des clauses contractuelles et de son respect.

### **4.2.2. Constat d'audit sur le volet exécution financière**

Les contrôles effectués sur l'exécution financière des marchés révèlent que :

- ✓ des paiements ont été relevés au niveau du SIGFIP au titre de la gestion 2009 alors que les dossiers de marché et de paiement n'ont pu être obtenus pour Cinq Millions Neuf Cent Quatre Vingt Douze Mille Quarante (5 992 040) F CFA ;
- ✓ le paiement relatif au marché de carburant au profit de SHELL SENEGAL pour Neuf Millions Neuf Cent Quatre Vingt Dix Neuf Mille Trois Cent Quatre Vingt Sept (9 999 387) F CFA n'a pu être apprécié faute de dossier de marché et de paiement.

## **4.3. Audit de l'exécution physique des marchés**

Nous avons vérifié l'existence de procès-verbal de réception et de travail fait pour l'ensemble des DRP à l'exception du marché de carburant de SHELL et des deux (2) marchés de fournitures de bureau et de consommables informatiques des ETS MADIA DIA.

Cependant, nous n'avons pas eu accès à la comptabilité matières pour mieux apprécier les mouvements effectifs liées à ces réceptions.

## **5. RECOMMANDATIONS**

A l'issue de nos travaux sur la revue indépendante de la passation des marchés 2009 du Ministère de la Décentralisation et des Collectivités Locales, nous formulons les recommandations suivantes tant sur le dispositif des marchés que sur la passation même des marchés.

### **5.1. Recommandations sur le dispositif des marchés**

- **Mise en place de la Commission des Marchés et la Cellule de Passation des Marchés**

Le MDCL devra se conformer aux dispositions du Code des Marchés Publics relatives à la mise en place de la Commission des Marchés et la Cellule de Passation des Marchés en vue d'assurer une bonne conduite des procédures de passation des marchés.

La liste des membres titulaires et des suppléants de la Commission des marchés et de la Cellule devra être fixée au titre de chaque gestion.

De même, la déclaration de prise de connaissance de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics prévu par le Décret n° 2005-576 du 22 juin 2005 devra être signée pour tous les membres titulaires et suppléants de la Commission et de la Cellule des marchés.

- **Elaboration des rapports trimestriels et annuels sur la passation des marchés**

L'élaboration par la Commission des Marchés du rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente est une obligation fixée par le CMP. Ce rapport doit être établi et transmis à l'ARMP avant le 31 mars de chaque année. Entre autres informations, ce rapport fournit la liste des entreprises défaillantes et précise la nature des manquements constatés et un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe.

Les rapports trimestriels d'activités doivent être également transmis à la DCMP suivant le modèle figurant dans le site officiel des marchés publics. Ce rapport permettra d'alimenter les statistiques établies régulièrement par la DCMP.

- **Plan de passation des marchés et Avis général de passation des marchés**

Le MDCL doit se conformer aux dispositions du CMP en élaborant un PPM et un AGPM chaque année.

## **5.2. Recommandations relatives aux marchés**

### **5.2. 1. Recommandations relatives aux DRP**

- Le processus de la gestion des DRP doit être amélioré par une application rigoureuse du CMP et de la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 notamment sur les points concernant : la transmission simultanée de la lettre d'invitation à cinq (5) candidats au moins, le respect des délais de remise des offres et de l'exécution des prestations, l'établissement des PV d'ouverture des plis, l'élaboration de rapports d'évaluation des offres, l'information par écrit des soumissionnaires non retenus.
- Le MDCL devra également respecter les seuils d'application de la procédure des DRP et éviter de lancer plusieurs DRP pour un même type de besoin. En cas de dépassement des seuils autorisés, la procédure d'appel d'offres devra être utilisée.
- Le formalisme des DRP devra également être respecté conformément aux dispositions de l'article 77 du CMP qui prévoit une forme écrite pour tous les contrats de marché.

### **5.2.2. Recommandations relatives au renforcement des capacités des agents Du Ministère en matière de passation des marchés**

Nous recommandons de prévoir un programme de renforcement des capacités des membres de la Commission des Marchés et de ceux de la Cellule des marchés, à travers des séminaires de formation, notamment ceux régulièrement organisés par l'ARMP.

### **5.2.3. Recommandations relatives au classement et à l'archivage**

Compte tenu de l'indisponibilité de certains dossiers de marchés et de la qualité de ceux disponibles, nous estimons que le MDCL devrait améliorer son système de classement et d'archivage concernant la passation des marchés pour respecter les instructions de l'ARMP.